



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société STORENGY France
de se conformer à certaines prescriptions relatives à la prévention des risques liés au
vieillissement des tuyauteries pour lesquelles une défaillance est susceptible d'être à
l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sein des
installations de surface nécessaires à l'injection et au soutirage du gaz du stockage souterrain
de CERVILLE**

N° 2024-0124
AIOT : 0006200092

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 511-1 et L.514-5 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié par arrêté préfectoral du 10 décembre 2019 prescrivant à la société STORENGY France la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques complémentaires dans ses installations de stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville ;
- Vu** le guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation référencé DT96 de janvier 2012 ;
- Vu** l'étude de dangers de l'exploitant révision 0 de janvier 2010 ;
- Vu** le plan de surveillance des réseaux de collecte de gaz naturel du site de stockage de Cerville référencé SCV-PRO-0296 Indice F ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé MK/IA/2024_0507 en date du 11 avril 2024, dont copie a été adressée à la société STORENGY France, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 11 avril 2024 informant la société STORENGY France, conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société STORENGY France en dates du 30 avril et du 3 juin 2024 ;

Considérant que la société STORENGY France exploite sur le territoire de la commune de Cerville un établissement soumis aux dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au titre de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2019 susvisé l'exploitant doit établir un dossier complet selon les exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé pour l'ensemble des « collectes » non soumises à la réglementation équipement sous pression ;

Considérant que ces « collectes » sont des ouvrages de transfert de gaz humide reliant la station centrale aux puits en passant en dehors du périmètre ICPE de l'établissement ;

Considérant qu'elles sont prises en compte dans l'autorisation de l'établissement par connexité au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard de l'étude de dangers de ces tuyauteries, celles-ci sont soumises aux dispositions de la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 au titre du 1° de l'article 5 de ce même arrêté ;

Considérant que lors de la visite du 26 janvier 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé un programme de surveillance de ses collectes qui ne prévoit pas d'échéance pour le contrôle par piston instrumenté ;

Considérant que le plan de surveillance des « collectes » ne précise pas les critères d'acceptabilité relatifs à la surveillance de la bande de servitude de droit privé mise en place par l'exploitant, aux contrôles liés au risque d'érosion des équipements, aux défauts de type délaminages et enfoncements, aux contrôles par mesures électriques de surface, aux contrôles par opportunités réalisés par l'exploitant au titre de la recherche de fissure ainsi qu'à la recherche systématique de fuite ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les contrôles prévus au sein de son programme de surveillance en ce qui concerne la vérification du manque de couverture des « collectes » et le contrôle de l'entretien de leurs servitudes de droit privé mises en place par l'exploitant ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier ceux relatifs à la santé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société SA STORENGY France, SIREN n° 487650632, dont le siège social est situé 12 rue Raoul NORDLING à BOIS-COLOMBES (92270), est mise en demeure pour l'exploitation des installations de son stockage souterrain de gaz naturel sur le territoire de la commune de Cerville (54420), de se conformer complètement et strictement, **pour au plus tard le 31 décembre 2024**, aux prescriptions fixées à :

- l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en ce qui concerne l'établissement d'un programme de surveillance pour le contrôle par piston instrumenté des collectes,
- l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de surveillance pour les contrôles relatifs à la vérification du manque de couverture des « collectes » et à l'entretien de leurs servitudes de droits privés mis en place,
- l'article 48ter de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié susvisé en ce qui concerne l'établissement d'un plan de surveillance précisant les critères d'acceptabilité associés aux contrôles des collectes,

Les collectes mentionnées ci-dessus sont les tuyauteries appelées "collectes – domaine public" par l'exploitant et référencées VA06, VA07, VA12, VA15, VA18 à VA20, VA22, VA30 à VA43 et VA47 à VA52.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société STORENGY France

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de Cerville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de deux mois en application des dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le 12 SEP. 2024

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN